

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

Chancellerie, Gouvernance publique, Affaires étrangères et Justice

[C – 2024/009126]

18 SEPTEMBRE 2024. — Arrêté ministériel établissant que les systèmes et processus numériques de gestion des candidats aux élections locales et provinciales du 13 octobre 2024 garantissent l'intégrité des données des listes et des candidats

Fondement juridique

Le présent arrêté est fondé sur :

- le Décret Élections numériques du 25 mai 2012, article 4, § 2, alinéa 2 ;
- l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 juillet 2017 portant délégation de diverses compétences en matière d'organisation des élections communales, des élections des conseils de district urbain, des élections du conseil de l'aide sociale et des élections provinciales au ministre flamand chargé de l'administration intérieure et de la politique des villes, article 32, alinéa 3.

Motivation

Le présent arrêté est fondé sur les motifs suivants :

- le Gouvernement flamand recueille, conformément à l'article 4, § 2, alinéa 2, du Décret Élections numériques du 25 mai 2012, l'avis de l'organe qu'elle a agréé.
- l'entreprise PwC Enterprise Advisory bv a été agréée en tant qu'organe consultatif par l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 septembre 2023 portant agrément d'un organe consultatif pour les systèmes et processus numériques dans le cadre des opérations électorales, en ce qui concerne les élections locales et provinciales.
- l'organe consultatif agréé PwC Enterprise Advisory bv a émis le 4 septembre 2024 un avis positif relatif à l'aptitude des systèmes fournis par Civadis, en ce qui concerne l'application « MA1 », qui est utilisée pour la gestion des candidats, notamment l'établissement et le dépôt des actes de présentation, l'ajout des données à caractère personnel et de la signature des candidats, la collecte des signatures des électeurs pour soutenir la liste des candidats ou d'un conseiller sortant pour soutenir la liste des candidats et le traitement des données contenues dans les actes de présentation par le bureau principal afin de clôturer provisoirement et définitivement les listes de candidats.
- en vue d'une organisation ordonnée et d'un bon déroulement des élections, il est nécessaire que les systèmes numériques pour déposer les listes de candidats soient disponibles en temps voulu.

LA MINISTRE FLAMANDE DE LA MOBILITÉ, DES TRAVAUX PUBLICS, DE L'ADMINISTRATION INTÉRIEURE, DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE, DE L'INSERTION CIVIQUE ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES ARRÊTE :

Article 1^{er}. Les systèmes et processus numériques qui seront utilisés pour la gestion des candidats lors des élections locales et provinciales du 13 octobre 2024 garantissent l'intégrité des données des listes et des candidats.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 septembre 2024.

La ministre flamande de la Mobilité, des Travaux publics, de l'Administration intérieure,
de la Gouvernance publique, de l'Insertion civique et de l'Égalité des Chances,
L. PEETERS

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/009103]

20 SEPTEMBRE 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant exécution du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière et au mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, tel que modifié par le décret du 20 juillet 2023 relatif au soutien, au développement des compétences professionnelles et à l'évaluation des personnels de l'enseignement, articles 8, 9 et 14 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant exécution du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

Vu le « test genre » du 12 février 2024 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 février 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 février 2024 ;

Vu le protocole de négociation avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé à l'article 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, conclu en date du 12 mars 2024 ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, conclu en date du 12 mars 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 16 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.159/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 16 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Éducation, en charge de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juin 1999 portant exécution du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, les mots « et au mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles » sont insérés entre les mots « en cours de carrière » et les mots « des membres du personnel ».

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 1^o, les mots « et au mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles » sont insérés entre les mots « en cours de carrière » et les mots « des membres du personnel » ;

b) le 2^o est remplacé par un 2^o rédigé comme suit :

« 2^o l'inspection : le service de l'Inspection de l'enseignement artistique visé à l'article 3, alinéa 3, 4^o, du décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection ; ».

Art. 3. Dans l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1^{er}, les mots « du mois de septembre » sont remplacés par les mots « dans le courant du premier trimestre de l'année scolaire » ;

b) les alinéas 2 à 6 sont supprimés ;

c) à l'alinéa 7, les mots « 30 novembre » sont remplacés par les mots « 20 décembre » ;

d) l'alinéa 8 est supprimé.

Art. 4. À l'article 4 du même arrêté, le point d'interrogation est remplacé par un point.

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 5. L'administration envoie au plus tard le 15 mars à chacun des responsables de l'organisation des formations visées aux articles 2 et 2^{ter} du décret, les montants maximums des crédits qui leur sont attribués tels que prévus à l'article 14 du décret.

Les responsables de l'organisation des formations envoient, au plus tard le 5 juillet, la liste des formations envisagées ainsi que le coût total prévisionnel de chaque module au Président de la Commission. Cette liste et ces coûts peuvent faire l'objet d'ajustements dûment motivés en cours d'année scolaire, dans les limites du montant total maximum des crédits attribués.

Le détail des coûts visés à l'alinéa 2 peut néanmoins être sollicité par la Commission visée à l'article 10 du décret afin de lui permettre, le cas échéant, de disposer d'informations complémentaires dans le but notamment d'examiner l'efficacité de certaines formations. ».

Art. 6. A l'article 7 du même arrêté, les mots « l'annexe II » sont remplacés par les mots « l'annexe I ».

Art. 7. L'article 7^{ter} du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 7^{ter}. § 1^{er}. La rémunération des formateurs visés à l'article 4, 1^o, 3^o et 4^o, du décret est fixée à 105 euros par heure de formation.

§ 2. Les formateurs qui utilisent leur véhicule personnel bénéficient d'une indemnité kilométrique, calculée au départ de leur domicile, correspondant au maximum à celle fixée à l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours.

Les mêmes formateurs qui utilisent les transports en commun ont droit au remboursement intégral de leurs frais de déplacement.

§ 3. Les formateurs domiciliés à l'étranger bénéficient d'une indemnité pour frais d'hébergement fixée à 150 euros maximum par nuitée.

§ 4. Les frais de repas sont fixés à maximum 13 euros par jour par formateur et par participant aux formations. Les frais d'accueil hors repas sont fixés à 4 euros maximum par jour par formateur et par participant.

§ 5. Sauf dérogation accordée par le Ministre, les frais de location des lieux de formation ne peuvent excéder 55 euros par jour et par formation.

§ 6. Les frais d'hébergement pour les formations organisées sous la forme d'un stage résidentiel sont limités à 50 euros par participant et par nuitée.

§ 7. L'achat ou la location de matériel didactique à l'usage exclusif des formations ou de leurs participants peut être pris en compte dans le coût de l'organisation de celles-ci moyennant l'accord préalable du responsable de l'organisation des formations et la production de pièces justificatives.

§ 8. À partir de 2025, les montants fixés aux §§ 1^{er}, 3, 4, 5 et 6 sont adaptés annuellement au 1^{er} janvier de l'année scolaire précédant l'organisation des formations aux fluctuations de l'indice santé comme prévu dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993. L'indice de référence est celui du mois de janvier 2024. L'administration communique au plus tard pour le 15 mars de chaque année, aux responsables de l'organisation des formations, l'adaptation de ces montants. ».

Art. 8. Dans l'article 7 quater du même arrêté, le pourcentage « 12 % » est remplacé par le pourcentage « 18 % ».

Art. 9. Dans l'article 9, 2°, du même arrêté, les mots « Écoles libres subventionnées indépendantes » sont remplacés par les mots « Établissements libres subventionnés indépendants ».

Art. 10. L'annexe I du même arrêté est supprimée.

Art. 11. L'annexe II du même arrêté, devenant l'annexe I, est remplacée comme suit :

« ANNEXE I

Attestation

délivrée dans le cadre de la formation en cours de carrière et du mécanisme de soutien et de développement des compétences professionnelles des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française (décret du 15 mars 1999)

Attestation concernant (nom, prénom) :

Domicilié(e) à : (C.P.)

(localité) :

(rue) (n°)

Exerçant dans l'établissement suivant (dénomination) :

ayant assisté à la formation suivante :

Référence et intitulé du module :

Date(s) :

.....

Lieu(x) :

.....

Je soussigné.e (personne responsable : nom, qualité) :

représentant (organisme de formation et adresse de celui-ci) :

.....

certifie que les informations reprises dans la présente attestation sont sincères et véritables.

Date et lieu :

Signature : ».

Art. 12. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 septembre 2024.

Bruxelles, le 20 septembre 2024.

La Ministre-Présidente en charge du Budget, de l'Enseignement supérieur,
de la Culture, des Relations internationales et intra-francophones,

E. DEGRYSE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Education et de l'Enseignement de promotion sociale,

V. GLATIGNY

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/009103]

20 SEPTEMBER 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 ter uitvoering van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan en het mechanisme voor ondersteuning en ontwikkeling van de beroepscompetenties van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd door het decreet van 20 juli 2023 betreffende de ondersteuning, de ontwikkeling van beroepscompetenties en de evaluatie van het onderwijzend personeel, artikelen 8, 9 en 14;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 ter uitvoering van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulp personeel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op de « gendertest » van 12 februari 2024 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 februari 2024;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 februari 2024;

Gelet op het onderhandelingsprotocol met het Onderhandelingscomité tussen de Regering en Wallonie-Bruxelles Enseignement en de federaties van inrichtende machten bedoeld in artikel 1.6.5-6 en volgende van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, gesloten op 12 maart 2024;

Gelet op het protocol van de vakbondsonderhandeling binnen het Onderhandelingscomité van sector IX, van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten - afdeling II en van het Onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het gesubsidieerd vrij onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, afgesloten op 12 maart 2024;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het verzoek om advies op 16 april 2024 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 76.159/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 16 april 2024 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, belast met het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de titel van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 juni 1999 ter uitvoering van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap worden de woorden “en het mechanisme voor ondersteuning en ontwikkeling van de beroepscompetenties” ingevoegd tussen de woorden “tijdens de loopbaan” en de woorden “van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel”.

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de woorden “en het mechanisme voor ondersteuning en ontwikkeling van de beroepscompetenties” ingevoegd tussen de woorden “tijdens de loopbaan” en de woorden “van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel”;

b) 2° wordt vervangen door een 2° luidend als volgt:

“2° de inspectie: de Inspectiedienst voor het kunstonderwijs bedoeld in artikel 3, derde lid, 4°, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst;”.

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid worden de woorden “van september” vervangen door de woorden “in de loop van het eerste kwartaal van het schooljaar”;

b) de leden 2 tot en met 6 worden geschrapt;

c) in het zevende lid worden de woorden “30 november” vervangen door de woorden “20 december”;

d) het achtste lid wordt geschrapt.

Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt het vraagteken vervangen door een punt.

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 5. De administratie stuurt ten laatste op 15 maart naar elke verantwoordelijke van de organisatie van de opleidingen bedoeld in artikelen 2 en 2ter van het decreet de maximale bedragen voor de kredieten die aan hen worden toegewezen, zoals bepaald in artikel 14 van het decreet.

De verantwoordelijken van de organisatie van de opleidingen sturen ten laatste op 5 juli de lijst van voorgenomen opleidingen, alsook de totale voorlopige kosten van elke module naar de Voorzitter van de Commissie. Deze lijst en deze kosten kunnen aangepast worden in de loop van het schooljaar en deze aanpassingen moeten zorgvuldig gerechtvaardigd worden, binnen de perken van het totale maximale bedrag voor de toegekende kredieten.

Het detail van de kosten bedoeld in het tweede lid kan echter aangevraagd worden door de Commissie bedoeld in artikel 10 van het decreet zodat zij, desgevallend, over extra informatie kan beschikken om onder meer de efficiëntie van sommige informatie te beoordelen.”.

Art. 6. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden “bijlage II” vervangen door de woorden “bijlage I”.

Art. 7. Artikel 7ter van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 7ter. § 1. De bezoldiging van de opleiders bedoeld in artikel 4, 1°, 3° en 4° van het decreet wordt vastgesteld op 105 euro per opleidingsuur.

§ 2. De opleiders die hun eigen voertuig gebruiken, genieten een kilometervergoeding, berekend vanaf hun woonplaats, overeenkomend met het maximum van de vergoeding vastgesteld in artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten.

De opleiders die het openbaar vervoer gebruiken, hebben recht op de volledige terugbetaling van hun vervoerkosten.

§ 3. De opleiders die in het buitenland wonen, genieten een vergoeding voor de huisvestingskosten die vastgesteld wordt op maximaal 150 euro per overnachting.

§ 4. De maaltijdkosten worden op maximaal 13 euro per dag per opleider en per deelnemer aan de opleidingen bepaald. De onthaalkosten, buiten de maaltijden, worden op maximaal 4 euro per dag per opleider en per deelnemer bepaald.

§ 5. Behoudens afwijking toegekend door de Minister mogen de huurkosten van de opleidingsplaatsen 55 euro per dag en per opleiding niet overschrijden.

§ 6. De huisvestingskosten voor de opleidingen die georganiseerd worden in de vorm van een residentiële stage, worden tot 50 euro per deelnemer en per overnachting beperkt.

§ 7. De aankoop of het huren van didactisch materiaal voor uitsluitend gebruik van de opleidingen of hun deelnemers kan in aanmerking worden genomen voor de kosten van de organisatie van deze opleidingen mits voorafgaande toestemming van de verantwoordelijke van de organisatie van de opleidingen en voorlegging van bewijsstukken.

§ 8. Vanaf 2025 worden de bedragen bepaald in de §§ 1, 3, 4, 5 en 6 jaarlijks op 1 januari van het schooljaar voorafgaand aan de organisatie van opleidingen aan de schommelingen van het gezondheids-indexcijfer aangepast, zoals voorzien in het koninklijk besluit van 24 december 1993. De referentie index is deze van de maand januari 2024. De administratie deelt ten laatste op 15 maart van elk jaar de aanpassingen van deze bedragen aan de verantwoordelijken van de organisatie van de opleidingen mee.”.

Art. 8. In artikel 7^{quater} van hetzelfde besluit wordt het percentage “12 %” vervangen door het percentage “18%”.

Art. 9. In artikel 9, 2°, van hetzelfde besluit worden de woorden “vrije, zelfstandige gesubsidieerde scholen” vervangen door de woorden “Vrije Zelfstandige Gesubsidieerde Inrichtingen”.

Art. 10. Bijlage I van hetzelfde besluit wordt geschrapt.

Art. 11. Bijlage II van hetzelfde besluit, die bijlage I wordt, wordt vervangen als volgt:

“BIJLAGE I

Attest

uitgereikt in het kader van de opleiding tijdens de loopbaan en het mechanisme voor ondersteuning en ontwikkeling van de beroepscompetenties van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van het kunstsecundair onderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (decreet van 15 maart 1999)

Attest voor (naam, voornaam):

Wonende te: (P.N.) (plaats):

(straat) (nr.)

Die uitoefent in de volgende inrichting (benaming):

die deelgenomen heeft aan de volgende opleiding:

Referentie en titel van de module:

Datum (data):

Plaats(en):

Ik, ondergetekende (verantwoordelijke: naam, hoedanigheid):

vertegenwoordiger/vertegenwoordigster van (opleidingsinstelling en adres ervan):

verklaar dat de informatie in dit attest waarheidsgetrouw en nauwkeurig is.

Datum en plaats:

Ondertekening:”.

Art. 12. Dit besluit treedt in werking op 20 september 2024.

Brussel, 20 september 2024.

De Minister-Présidente, belast met Begroting, Hoger Onderwijs,
Cultuur en Internationale en Intra-Franstalige Betrekkingen,
E. DEGRYSE

De Vice-Présidente en Minister van Onderwijs en Onderwijs voor sociale promotie,
V. GLATIGNY

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2024/008997]

11 AVRIL 2024. — Arrêté ministériel modifiant l’arrêté ministériel du 8 septembre 2016 exécutant l’arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l’octroi de subventions pour la plantation d’une haie vive, d’un taillis linéaire, d’un verger et d’alignement d’arbres ainsi que pour l’entretien des arbres têtards

La Ministre de la Nature,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l’article 37, modifié par les décrets du 22 mai 2008 et du 16 février 2017 ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l’octroi de subventions pour la plantation d’une haie vive, d’un taillis linéaire, d’un verger et d’alignement d’arbres ainsi que pour l’entretien des arbres têtards, les articles 6, 7, 8, 9, 10, 13 et 14 ;

Vu l’arrêté ministériel du 8 septembre 2016 exécutant l’arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l’octroi de subventions pour la plantation d’une haie vive, d’un taillis linéaire, d’un verger et d’alignement d’arbres ainsi que pour l’entretien des arbres têtards ;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne ;

Vu l’arrêté ministériel du 16 octobre 2020 modifiant l’arrêté ministériel du 8 septembre 2016 exécutant l’arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l’octroi de subventions pour la plantation d’une haie vive, d’un taillis linéaire, d’un verger et d’alignement d’arbres ainsi que pour l’entretien des arbres têtards ;

Vu l’arrêté ministériel du 08 février 2021 modifiant l’arrêté ministériel du 8 septembre 2016 exécutant l’arrêté du Gouvernement wallon du 8 septembre 2016 relatif à l’octroi de subventions pour la plantation d’une haie vive, d’un taillis linéaire, d’un verger et d’alignement d’arbres ainsi que pour l’entretien des arbres têtards ;